

Asile ! C'est un droit !

Réfugiés vous êtes les bienvenus !

Nous, citoyennes et citoyens d'Europe, sommes de la même humanité que ces femmes, ces hommes et ces enfants qui fuient la guerre et la misère pour ne pas mourir. Comme eux, nous avons des enfants, nous travaillons, nous aspirons au bonheur et nous savons les efforts nécessaires pour construire nos vies dans un monde où la loi du plus fort est toujours en vigueur. Le sort que l'Europe, celle qui a connu tant de guerres, qui a envoyé tant de réfugiés sur les routes, leur réserve nous révolte.

L'Europe et le gouvernement français ne peuvent proclamer que leurs valeurs reposent sur les droits de l'Homme, sur le droit d'asile, sur la convention de Genève et traiter ces réfugiés, ces migrants, comme des envahisseurs, compatir à leur sort et faire si peu, se les rejeter comme des marchandises illégales. Or, force est de constater que même la directive sur l'afflux massif de réfugiés, bien loin de ce qu'exige la situation dramatique actuelle, n'a pas été mise en œuvre.

Le destin des réfugiés, des migrants, c'est notre destin et notre avenir. En niant leur droit à l'asile, c'est notre propre avenir que nous mettons en péril tant nous aurons, tôt ou tard, à rendre compte de notre aveuglement et de celui de la politique de nos gouvernements

Les migrants ne viennent pas en Europe par plaisir ou pour s'enrichir sur notre dos. Ils fuient les exactions de Daesh, Ils fuient depuis 2011 la dictature, les bombes et les armes chimiques de Bachar al Assad. Aujourd'hui, ils fuient comme d'autres migrants d'autres pays, les guerres et la misère largement provoquées par les politiques des gouvernements occidentaux qui consistent à piller les richesses et à faire la guerre en Afrique et au Moyen Orient. Demain, les réfugiés climatiques seront encore plus nombreux à devoir quitter leurs pays pour fuir la sécheresse, la montée des eaux et l'érosion des terres agricoles. Déjà en partie responsable des événements qui poussent sur les routes de l'exil tant de personnes, que restera-t-il de la crédibilité de l'Europe et de la France si nous refusons de les accueillir ?

Nous n'admettons pas, en tant que citoyen-ne-s européen-ne-s et françai-se-s, le déni d'humanité qui est en train de se produire.

Il est plus que temps que tous les ému-e-s et les indigné-e-s descendent dans la rue pour imposer aux gouvernements européens l'ouverture des frontières, la liberté de circulation, pour qu'il n'y ait plus de morts au fond de la méditerranée, dans des camions frigorifiques ou électrocutés dans le tunnel sous la Manche. Il faut également des papiers pour les migrants et leur donner les moyens de s'installer et de travailler en Europe, s'ils et elles le souhaitent.

A Toulouse, plus d'une centaine de Syriens vivent depuis des mois dans des conditions indignes dans le quartier des Izards, sans que les pouvoirs publics (État, Mairie) ne leur proposent une démarche d'hébergement et d'accès sur place au statut de réfugié.

De nombreux autres migrants et réfugiés privés de papiers, de toutes origines géographiques, en famille ou isolés, vivent également à Toulouse dans des centres d'hébergement ou des habitats précaires et sont soumis à la misère, aux risques d'expulsions et de reconduites à la frontière. Souvent présent-e-s depuis plusieurs années, eux-elles aussi font l'objet d'un déni d'humanité et demandent notre solidarité !

En France, nous exigeons du gouvernement qu'il appuie sans équivoque un accueil de ces réfugiés dans tous les pays de l'Union Européenne et qu'il œuvre pour une suspension des accords de Dublin et leur révision.

Nous lui demandons de prendre toute sa part, ici en France, de cet accueil, et donc d'accroître considérablement les moyens mis en œuvre.

Nous appelons toute la société civile à se mobiliser pour appuyer cette exigence et pour apporter l'aide et l'assistance nécessaires.

Nous exigeons le respect et l'application de la convention de Genève

A Toulouse, nous exigeons des pouvoirs publics, Etat, mairies, collectivités territoriales :

- un accueil de réfugiés dans l'agglomération toulousaine qui réponde réellement à l'urgence de la situation
- la mise en place d'un dispositif d'accueil (hébergement, soutiens matériels, administratifs, psychologiques, à la hauteur des importants moyens budgétaires et des puissants leviers institutionnels dont disposent ici les pouvoirs publics.
- la résolution de la situation indigne des Syriens des Izards et également de celle des autres personnes privées de logement et menacées actuellement d'expulsion (Ile du Ramier,...)
- le respect des principes et des vocations de l'hébergement d'urgence afin que l'accueil des réfugiés ne se fassent pas au détriment des personnes déjà hébergées ou en attente : un toit c'est un droit pour tous et toutes !
- un engagement de la préfecture à prendre en compte l'élan de solidarité envers les réfugiés et migrants et à suspendre les procédures de reconduites à la frontière

Ensemble, nous pouvons être solidaires et faire que l'intolérable cesse.

L'asile, c'est un droit !

Rassemblement Mercredi 16 septembre 18h Place Saint-Etienne

Marche Samedi 19 septembre 14h30 square de Gaulle

Solidarité avec réfugiés, migrants, expulsés